



Pasquale Pistorio, croisé de l'innovation franco-italienne

À ROME,
DE NOTRE CORRESPONDANT

Ce matin, l'entente franco-italienne sur l'innovation et la recherche célébrée par Jacques Chirac et Romano Prodi aura un nom : Pasquale Pistorio. Cet ancien patron du groupe franco-italien STMicroelectronics est en effet l'artisan du rapprochement des deux pays dans ce domaine et en particulier de l'extension à l'Italie des projets de l'Agence de l'innovation industrielle (« A2i ») présidée par Jean-Louis Beffa. Ce « monsieur Innovation et Recherche » du patronat italien (Confindustria) n'a de cesse en effet de raccrocher l'économie italienne à un nouveau modèle de compétitivité. « La recherche et l'innovation ont été négligées en Italie pendant plusieurs années, il faut une politique plus agressive en la matière », déclare Pasquale Pistorio dans un entretien à *La Tribune*.

MAASTRICHT DE LA RECHERCHE

« Avec une moyenne de 1,1 % de son produit intérieur brut [PIB] annuel en dépenses de recherche et développement [R&D], l'Italie a un retard plus important que la France ou l'Allemagne où ces dépenses correspondent environ à 2,5 % du PIB », précise-t-il. « Or les pays membres de l'Union européenne devraient, selon les objectifs définis à Lisbonne, consacrer 3 % de leur PIB à la recherche : il faut faire un Maastricht de la recherche afin que les pays qui ne vont pas vers cet objectif de 3 % soient d'une certaine façon étroitement surveillés et pénalisés au moins moralement », plaide ce vice-président du patronat italien. « Notre proposition d'un crédit d'impôt de 10 % pour les dépenses R&D des entreprises a été retenue dans la loi de

LES FAITS. Au 25^e sommet franco-italien qui se tient aujourd'hui à Lucques (Toscane), Jacques Chirac et Romano Prodi vont lancer leur coopération dans l'innovation et la recherche. Le numéro deux du patronat italien en est l'artisan.

finances du gouvernement Prodi même si son plafond sera plus bas [1,5 million d'euros par an et par firme] que celui en vigueur en France [8 millions] », se félicite Pasquale Pistorio. « De plus, sur le modèle de l'A2i de Jean-Louis Beffa, le principe de l'Agence italienne de l'innovation industrielle, dotée, dans un premier temps, de 300 à 400 millions d'euros annuels pour financer des grands projets mobilisateurs, est inscrit au budget 2007 », signale ce manager, qui siège d'ailleurs au conseil de l'Agence française.

« Les objectifs de l'Agence italienne de l'innovation seront très similaires à ceux de l'A2i française avec un accent mis sur les sciences de la vie, les transports écologiques, les technologies de l'information, l'énergie, et il sera très intéressant que des projets italiens du même type s'allient aux français pour atteindre une masse critique », révèle Pasquale Pistorio.

GAGNER EN COMPÉTITIVITÉ

Le rôle de l'ancien patron de STMicro et actuellement membre des conseils d'administration des géants industriels italiens Fiat et Telecom Italia sera central pour identifier et convaincre les entrepreneurs italiens de rejoindre les firmes françaises et allemandes déjà impliquées dans les projets de l'A2i. Mais, selon lui, l'Italie pour redevenir compétitive sur la scène économique mondiale doit faire

beaucoup plus : « Nos districts industriels d'entreprises actifs dans le même secteur mais à différents niveaux de la filière ont été fantastiques dans les années 1970-1980 mais ils doivent être modernisés pour s'ouvrir à la compétitivité internationale. » Et surtout les entreprises transalpines doivent gagner en taille. « Aujourd'hui, être de petite dimension pour une entreprise n'est plus synonyme de succès comme dans les années 1960-1970 : il faut des politiques fiscales et du travail qui favorisent la croissance d'entreprise mais aussi un changement culturel des entrepreneurs eux-mêmes : les familles industrielles doivent accepter de perdre une partie de leur contrôle sur leur firme si une fusion est nécessaire pour rester compétitifs », plaide-t-il. « Les grandes entreprises, qui font de la recherche, sont le squelette qui soutient le reste du corps : sans elles cela ne sert à rien d'avoir des muscles », lance le dirigeant patronal. « Nous avons trop de très petites entreprises : elles doivent grandir pour faire de la recherche et commercialiser leurs produits sur le marché mondial », insiste-t-il. Et pour Pasquale Pistorio, même protéger les entreprises, comme à Paris sur le dossier Suez-GDF alliées contre l'italien Enel, est dépassé : « Le temps des champions nationaux est fini, il faut au moins avoir un champion européen pour une concurrence mondiale. »

FRANK PAUL WEBER

« LA RECHERCHE ET L'INNOVATION ONT ÉTÉ NÉGLIGÉES EN ITALIE, IL FAUT UNE POLITIQUE PLUS AGRESSIVE EN LA MATIÈRE. »